

Face à une crise qui frappe toute l'Europe, la seule réponse efficace est une réponse européenne. Ce n'est pas en opposant les pays les uns aux autres que l'Europe trouvera la réponse mais bien par une action commune qui permettra à tous de s'en sortir. Un plan européen permet à tous les pays d'emprunter au même taux.

Un plan d'investissement coordonné à l'échelle européenne, visant le développement durable

- l'augmentation de la consommation des ménages, notamment par l'accès des chômeurs à un travail de qualité, et à un revenu minimum pour tous ;
- des produits et des services innovants permettant de faire face aux défis environnementaux, démographiques et sociétaux.

L'Europe peut être son propre moteur de croissance. Cette nouvelle voie peut créer à terme des millions d'emplois.

Pour quoi faire ?

Les besoins ne manquent pas tant sont importants les défis auxquels l'Europe est confrontée :

- transition énergétique et écologique : pour aller vers une économie bas carbone, économe en énergie et respectueuse de l'écosystème ;
- éducation et formation : un effort massif est nécessaire pour permettre l'accès de tous à l'éducation et pour l'élévation et la reconnaissance des qualifications afin de faire face aux besoins considérables d'innovations dans l'ensemble des secteurs ;
- une industrie performante et une réindustrialisations dans des pays comme la France, ainsi que des services de haut niveau, tout en s'inscrivant dans un modèle de développement équilibré et respectant l'environnement ; des réseaux et infrastructures de transports et de communication.

Les conditions du succès

La réussite de ce plan nécessite la participation des travailleurs et l'implication des organisations syndicales pour peser sur les décisions, pour veiller à l'utilisation des crédits, pour éviter les gaspillages.

Ce plan doit être complété par des progrès dans l'harmonisation des fiscalités nationales comme l'impôt sur les sociétés, afin de limiter les pratiques de mise en concurrence entre les pays auxquelles se livrent de nombreuses entreprises.

Cette harmonisation doit garantir le maintien de systèmes de protection sociale de qualité contrairement à la course au moins disant social et fiscal qui aggrave la crise. De ce point de vue, la lutte contre les abus du détachement des travailleurs en Europe est essentielle. Il faut assurer le respect et le développement des normes sociales européennes afin de lutter contre les emplois précaires et promouvoir des emplois de qualité : il faut mettre en œuvre le contrat social pour l'Europe proposé par la CES (*).

Un syndicalisme qui prend ses responsabilités

Ainsi, face aux défis auxquels l'Europe est confrontée, le syndicalisme ne reste pas l'arme au pied.

Il prend ses responsabilités en avançant des propositions à la fois ambitieuses, concrètes et réalistes. Il se mobilise pour les faire connaître : une grande manifestation européenne aura lieu le 4 avril à Bruxelles.

**Dans le cadre de cette journée
européenne l'UD cgt 90**

appelle à participer

massivement dans l'action

par des cessations de travail ou en

participant au déplacement à Bruxelles.

